



EUROPE/ITALIE - Journée mondiale contre l'esclavage des enfants : de 5 à 8 millions d'enfants au travail de par le monde

Rome (Agence Fides) – Comme chaque année, le 16 avril constitue la Journée mondiale contre l'esclavage des enfants. Elle a été instituée en 1995 après la mort d'un jeune pakistanais de 12 ans qui avait dénoncé les vexations subies depuis l'âge de 4 ans lorsque son père l'avait vendu pour rembourser une dette. Le phénomène des enfants travailleurs, esclaves, exploités ou vendus est commun à de nombreux pays du Sud du monde mais est également présent en Europe où des milliers de mineurs sont contraints à mendier et à se prostituer. Il s'agit de 5 à 8 millions d'enfants. Dans les 27 Etats membres de l'Union européenne, selon les dernières données d'Eurostat diffusés par le responsable des Droits de l'Enfance de Save The Children, de 2008 à 2010, 23.632 victimes du trafic d'êtres humains ont été identifiés même si elles sont bien plus nombreuses, étant par ailleurs souvent utilisées pour commettre des délits. En Grande-Bretagne, lorsque les enfants exploités comme mendiants sont vus fréquemment dans une zone, ils sont déplacés dans une autre. En Espagne, ils sont contraints à se prostituer. Outre l'exploitation sexuelle, tout aussi graves sont les conditions des mineurs qui travaillent en dépit des risques pour leur santé physique et mentale. Des exemples de ces situations consistent dans la présence d'enfants dans les mines de charbon au Brésil, dans les carrières de pierre au Bénin, dans les mines de diamant de Sierra Leone ou dans celles de coltan de République démocratique du Congo. Il ne faut pas oublier non plus les enfants soldats des pays en conflit, ceux qui sont exploités sexuellement ou achetés pour devenir domestiques. A Haïti, plus de 300.000 enfants très pauvres provenant des zones rurales sont vendus par leurs familles dans l'espoir qu'ils puissent ainsi avoir un avenir meilleur mais la réalité est bien différente. Au Cambodge, de nombreux paysans vendent leurs enfants afin de payer des dettes mais les victimes sont à nouveau vendues soit pour travailler soit pour être exploitées sexuellement. (AP) (Agence Fides 16/04/2013)